



HAL
open science

Le Komintern et les Balkans

Taline Ter Minassian

► **To cite this version:**

Taline Ter Minassian. Le Komintern et les Balkans. Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2003, Les peuples des Balkans face à l'histoire et à leur histoire, 71, pp.62-70. <10.3406/mat.2003.922>. <halshs-03737556>

HAL Id: halshs-03737556

<https://shs.hal.science/halshs-03737556v1>

Submitted on 12 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Le Komintern

Taline Ter MINASSIAN

et les Balkans

Déterminante dans l'évolution de la Péninsule balkanique après la Seconde Guerre mondiale, l'histoire du communisme dans les Balkans a fait l'objet de nombreuses publications relevant aussi bien d'une approche interne comme idéologie¹ et pratique étatique que d'une approche externe, s'agissant en particulier des relations entre l'URSS et les démocraties populaires. Dans cette double perspective, l'étude de l'organisation et des tactiques prônées par le Komintern (1919-1943) à l'égard des Balkans relève d'une préhistoire complexe dont les grandes lignes peuvent être approfondies grâce à l'ouverture des archives soviétiques. Ainsi, les fonds conservés à Moscou au CRCEDHC², permettent de préciser l'image des structures et des réseaux mobilisés par le Komintern et d'apprécier toute l'importance accordée dans ce cadre à la question des minorités nationales dans les Balkans. Par ailleurs, le soutien temporairement apporté par le Komintern à des organisations révolutionnaires autonomes agissant en Macédoine, en Dobroudja ou en Thrace — territoires attribués en 1919 aux États vainqueurs — dicte aux partis communistes une difficile et paradoxale alliance fondée sur une volonté d'instrumentalisation des minorités, d'ailleurs expérimentée aussi pendant la même période au Moyen-Orient³.

Le Komintern et les Balkans : structures et réseaux

Complexe et enchevêtrée, la structure organisationnelle du Komintern évolue au fil des différents congrès de l'Internationale. Dans ce cadre mouvant dédié à la révolution mondiale, plusieurs structures concernent entièrement ou partiellement la Péninsule balkanique. Mais qui sont les experts du Komintern pour les Balkans ? Les réseaux mobilisés par la définition d'une stratégie balkanique sont-ils spécifiques, ou au contraire sont-ils « élargis » à d'autres zones géographiques ?

La Fédération communiste balkanique

Parmi les avant-postes secrets du Komintern en Europe — bureau du sud, bureau de Berlin, bureau d'Amsterdam —, il semble que l'installation d'un sous-bureau dirigé vers le sud-est européen ait été l'œuvre de Iakov Reich, révolutionnaire de la première heure, natif de Lemberg, chargé par Lénine d'organiser les premières structures du Komintern en Europe⁴. L'existence d'un bureau exécutif du Komintern à Vienne, placé d'abord sous la responsabilité du communiste polonais Josef Rotstadt en 1919-1920, puis d'un Roumain, un certain Hadjieff, semble un fait avéré. Ce bureau viennois pour l'Europe du sud-est, centré sur le Danube et les Balkans, concerne en premier lieu la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, l'Allemagne, l'Autriche à cause de sa position stratégique et enfin la Hongrie, la Roumanie et la Grèce. Cette structure recueillie, après l'écrasement du parti communiste bulgare en septembre 1923, la Fédération balkanique établie à Sofia depuis février 1920⁵. Celle-ci avait été créée à l'issue de la IIIe Conférence de la Fédération socialiste balkanique⁶ réunie en janvier 1920, qui décida de sa transformation en Fédération communiste balkanique (BKF), placée sous la direction du Komintern. Chargée de coordonner l'action des partis communistes fondés à la suite des vingt et une conditions (juillet 1920), la Fédération communiste balkanique devait favoriser la révolution prolétarienne en Europe, prêter toute l'assistance possible à la RSFSR et « *paralyser toutes les forces contre-révolutionnaires actives dans les Balkans ou passant à travers les Balkans* »⁷. Par la suite, l'évolution du contexte européen obligea le Komintern à rapatrier au moins temporairement le présidium du BKF à Moscou⁸. Ainsi, en 1926, cette structure semble fusionner dans des conditions plus ou moins claires avec le secrétariat balkanique du Komintern. Composé de membres du comité exécutif du BKF et de membres du secrétariat balkanique du Komintern, « *le présidium du BKF envisage tous les problèmes politiques balkaniques et traite toutes les questions relatives à la coordination du travail des partis*

communistes à l'échelle balkanique, donne les directives politiques et traite les questions intérieures qui nécessitent une intervention autoritaire du BKF⁹ ». Quant au secrétariat du BKF, il doit coordonner les relations des partis communistes balkaniques entre eux, ainsi que les relations avec le présidium du BKF et le présidium du Komintern. Il est également chargé de transmettre aux partis communistes balkaniques les instructions relatives à la politique intérieure — campagnes contre la terreur blanche par exemple — et à l'établissement légal des partis communistes dans les Balkans.

Le secrétariat balkanique du Komintern : organisation et personnel

Consécutive au huitième plénum du Komintern (18-30 mai 1927), la réorganisation des organes dirigeants de l'Internationale destinée à remédier à « l'atomisation de la direction » est bientôt suivie d'une nouvelle organisation des compétences géographiques. Ainsi, le 8 juillet 1927, six *Lendersekretariaty* sont établis et sont chargés respectivement de l'Europe centrale, des Balkans, de l'Europe « latine », de la zone « anglo-américaine », des pays « périphériques » de l'URSS et enfin de l'Orient. Comprenant dans son aire géographique de réflexion et d'expertise l'Albanie, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, la Yougoslavie, la Turquie et, à partir de 1930, Chypre, le secrétariat balkanique fut placé sous la direction du chef du parti communiste tchécoslovaque jusqu'en 1926, Bohumir Smeral (1880-1941), politicien madré dont le champ des compétences, loin de se limiter à l'Europe centrale et balkanique, est d'ailleurs élargi jusqu'à la Palestine¹⁰, où il accomplit une mission en août 1929, au moment même où s'embrase la révolte arabe.

L'identité des membres¹¹ du secrétariat balkanique reflète quant à elle la diversité des origines et des compétences. En 1927, il compte ainsi des hommes d'appareil siégeant dans l'exécutif du Komintern tels que Ossip A. Piatnitskij (1882-1939), le communiste allemand Hermann Remmele (1886-1939), le Lituanien Vitsas S. Mitskiewicz-Kapsukas (1880-1935), Madji (?) et l'ancien directeur du département d'Orient du Komintern, Fedor F. Raskolnikov (1892-1939). Par ailleurs, on peut remarquer en 1928 les présences d'Angelo Tasca alias Serra (1892-1960) et de Belà Kun (1885-1937). Dominés par la figure de Vassil Kolarov (1877-1950), qui accède à la direction du secrétariat balkanique à partir de 1928, les membres originaires des Balkans, pour autant qu'on puisse les identifier, sont Ghitzza Moscou (1890-1938), représentant du parti communiste roumain en 1927, le jeune communiste bulgare Ruben Avramov (1900-198?) et le Turc Shefik Mekhmet Hüsnioğlu, alias Bekar Ferdi, auxquels il faut encore adjoindre le représentant du parti polonais,

Léon Purman (1892-1933). À cet effectif instable et bigarré, véritable tour de Babel de la révolution européenne, il faut encore ajouter une quinzaine de personnes habilitées à assister aux réunions du secrétariat balkanique¹² et dont les affiliations respectives permettent d'entrevoir les ramifications balkaniques du Komintern. Hébergés au célèbre hôtel Lux, le communiste roumain Alexandru Dobrogeanu-Gherea (1879-1937), le militant bulgare Khristo Kabaktchiev (1878-1940), Akif Seremet (1899-1938) et Kosta Novakovic (1886-1938), tous deux membres du parti communiste yougoslave, sont à l'époque des rescapés poursuivis dans leur pays et réfugiés à Moscou. D'autres représentent à des titres divers les organisations satellites du Komintern : Gavril Genov (1892-1934) l'Internationale paysanne (Krestintern), Josip Cizinski et Giorgi Lambrev l'Internationale des jeunes (KIM), « Alfred » l'Orgotdel, Pervukhine (?), Bieliev (?) et Stella Blagoïeva (1897-1954) — la fille de D. Blagoïev, chef des *tesnjaki* bulgares du département de l'*agit-prop* — le MOPR¹³. Les archives révèlent ainsi les réseaux et la multitude des structures kominterniennes mobilisées par les pays balkaniques, qu'il s'agisse de l'OMS¹⁴, du MOPR et même, en réponse peut-être à la montée des mouvements agrariens, de l'Institut agraire international (MAI).

1. Cf. Vladimir Claude Fišera, *Les peuples slaves et le communisme de Marx à Gorbatchev*, Paris, Berg International, 1992.
2. LE CRCEDHC est l'ancien Institut du marxisme-léninisme, devenu aujourd'hui le Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine.
3. Cf. Taline Ter Minassian, *Colporteurs du Komintern. L'Union soviétique et les minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de sciences-po, 1997.
4. Cf. Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*, Paris, Fayard, 1997, pp. 93-94.
5. Cf. G. M. Adibekov, E. N. Šakhnazarova et K. K. Širinja, *Organizacionnaja struktura Kominterna, 1919-1943*, Moscou, Rosspen, 1997, p. 13.
6. Sur l'action de Rakovskij dans la fondation de la Fédération social-démocrate révolutionnaire balkanique, cf. Vladimir Claude Fišera, *op. cit.*, p. 185 et 199.
7. *Ibid.*, p. 14.
8. CRCEDHC, fonds 495, inventaire 69, dossier 1, ff. 5-7.
9. *Ibid.*
10. Cf. Pierre Broué, *op. cit.*, p. 510 et p. 1085. Pour les biographies des kominterniens, l'ouvrage colossal de Pierre Broué, muni d'un double index — des pseudonymes et des biographies — apporte une aide considérable.
11. Cf. G. M. Adibekov, E. N. Šakhnazarova et K. K. Širinja, *op. cit.*, p. 110.
12. CRCEDHC, fonds 495, inventaire 69, dossier 6, f. 146.
13. Association internationale de soutien aux révolutionnaires, le MOPR était une organisation satellite du Komintern, proche du Secours rouge international. Il était particulièrement actif au début des années 1920, lorsque l'Union soviétique tentait de se remettre des conséquences de la guerre civile et de la famine. Plus tard, il fut défini comme une « organisation publique internationale pour aider les victimes de la terreur blanche ».
14. Département des liaisons internationales du Komintern.
15. Cf. Branko Lazitch, « Les écoles de cadres du Komintern. Contribution à leur histoire », in Jacques Freymond (dir.), *Contributions à l'histoire du Komintern*, Genève, Institut universitaire des hautes études internationales/Droz, 1965, pp. 233-257.
16. Komunisticéskij Universitet Natsional'nykh Men'sistv Zapada im. Markhlevskogo. Julian Marchlewski (1866-1925), « diplomate », représentant du parti communiste polonais à Moscou en 1920, puis président du gouvernement provisoire de Białystok avant de partir en mission en Chine fut le recteur de la KUNMZ.

Former des révolutionnaires professionnels : les secteurs balkaniques de la KUNMZ

Comme la KUTV et les autres écoles de cadres dépendantes du Komintern¹⁵, la KUNMZ, l'Université communiste des minorités nationales de l'Ouest¹⁶, fondée par un décret du comité central du 30 août 1921 a manifesté jusqu'à sa fermeture en 1937 l'ambition de former des révolutionnaires professionnels destinés aux territoires situés à l'ouest de la RSFSR et, d'autre part, de préparer des cadres pour la Russie d'Europe et les minorités nationales soviétiques. La dénomination de cette université doit retenir l'attention car par « *minorités nationales de l'ouest* », on entend les anciennes nationalités de l'Empire russe dont les territoires ont été perdus après la révolution et la signature de la paix séparée de Brest-Litovsk. Dans cette perspective, les premières sections « nationales » de l'université sont allemande, estonienne, lettone, juive et lituanienne¹⁷, choix qui montre la vocation à la fois externe et interne¹⁸ de l'institution. L'apparition, dès 1921-1922, d'une section moldave, roumaine et finnoise semble significative des visées russes sur la Bessarabie et du projet sous-jacent à la création de la République autonome de Moldavie en 1924. En 1925, la majorité des effectifs étudiants de la KUNMZ se répartit néanmoins encore entre les secteurs letton — *Latsektor*, 46 étudiants —, juif — *Yevsektor*, 62 étudiants — et polonais — *Polsekter* 38 étudiants.

En 1925-1926, des secteurs balkaniques font leur apparition à la KUNMZ¹⁹, mettant en évidence les aires d'action géographiques définies par le Komintern. Les secteurs yougoslave, bulgare et même grec à partir de 1928 rassemblent des effectifs balkaniques d'abord modestes, mais qui se renforcèrent par la suite. La position dominante du secteur bulgare s'explique par la présence de 53 émigrés politiques venus trouver refuge en URSS durant l'été 1925²⁰, fuyant probablement la répression qui suivit l'attentat de la cathédrale de Sofia (16 avril 1925). En 1932, ce secteur compte 97 étudiants, mais il convient de noter l'importance relative des secteurs grec (49 étudiants), yougoslave (39 étudiants) et roumain (19 étudiants)²¹. Sans notable différence par rapport aux autres écoles de cadres du Komintern, l'enseignement prodigué dans les langues nationales au sein de chaque secteur répond à des objectifs d'instruction générale et partisane. Ainsi, en 1925-1926, le secteur roumain prévoit d'enseigner l'histoire de l'occident, la géographie économique et physique, le léninisme, l'économie politique, l'histoire du parti communiste russe, ainsi que le droit, la langue roumaine, le russe, des rudiments des matières scientifiques et enfin la théorie militaire²². Par ailleurs, le secteur bulgare propose au début des années 1930 des conférences sur le développement du capitalisme en Turquie pendant la première moitié du XIX^e siècle, sur les courants d'idées du mouvement national révolutionnaire bulgare, sur l'histoire de la lutte des classes et de la lutte contre le social-fascisme en Bulgarie²³. Quant aux enseignants, pour autant qu'on puisse les identifier, ce sont en principe des révolutionnaires confirmés, recrutés eux aussi en fonction du principe national, qu'il soient roumains ou juifs de Roumanie. On retrouve ainsi Alter Zalik, ancien membre du bureau du sud du Komintern, qui, pendant l'occupation française, avait été envoyé à Odessa pour organiser le « *travail de fraternisation* »²⁴.

Destinée à former des révolutionnaires et des cadres pour les franges occidentales de l'URSS, mais aussi pour les nouveaux États limitrophes nés de la destruction des empires centraux, la KUNMZ répond à la fois à l'impératif d'indigénisation des cadres dans les républiques soviétiques et à l'ambition d'exporter la révolution. De cette manière, le secteur biélorusse forme des étudiants destinés à servir la RSS de Biélorussie, mais préparés aussi au travail politique en « *Biélorussie occidentale* », c'est-à-dire en Pologne. Un rapport adressé au comité central du PCUS en juillet 1929 passe ainsi en revue les seize secteurs nationaux de la KUNMZ, dont deux sont d'ailleurs localisés dans la filiale créée à Leningrad, et annonce des objectifs ambitieux²⁵. Le secteur bulgare, qui compte cette année-là 132 étudiants — en majorité des activistes du parti communiste bulgare —, destine ainsi 4/5^e de ses effectifs à la Bulgarie, les autres restant en URSS. Les 36 étudiants du secteur grec sont pour la plupart destinés à la Grèce, mais quelques uns devront rester sur le

17. CRCEDHC, fonds 529, inventaire 1, dossier 1, f. 3.

18. *Ibid.*, f. 5. Le décret du Sovnarkom du 28 novembre 1921, signé par Lénine, précise qu'il s'agit d'une université pour la préparation des travailleurs politiques parmi les masses travailleuses des minorités nationales de l'ouest « *habitant le territoire de la RSFSR* ».

19. CRCEDHC, fonds 529, inventaire 1, dossier 27, f. 52.

20. CRCEDHC, fonds 529, inventaire 1, dossier 264, ff. 7-8.

21. CRCEDHC, fonds 529, inventaire 1, dossier 101, f.4, f.7, f.8, f. 23.

22. CRCEDHC, fonds 529, inventaire 1, dossier 27, f. 2.

23. CRCEDHC, fonds 529, inventaire 1, dossier 295, ff. 1-3, f. 25, ff. 133-137.

24. Cf. Pierre Broué, *op. cit.*, p. 1108.

25. CRCEDHC, fonds 529, inventaire 1, dossier 63, ff. 1-6.

26. CRCEDHC, fonds 529, inventaire 1, dossier 199, ff. 42-44.

27. Cf. Costas Photiadis, « Les persécutions des Grecs d'URSS pendant la période stalinienne », in Georges Prévélakis (dir.), *Les réseaux des diasporas*, Nicosie, Kykem, 1996, pp. 159-172.

28. CRCEDHC, fonds 529, inventaire 1, dossier 306, ff. 12-14.

29. CRCEDHC, fonds 529, inventaire 1, dossier 101, f. 69.

30. Vladimir Claude Fišera, *op. cit.*, p. 203.

31. *Ibid.*, p. 220.

32. *Ibid.*, p. 204.

33. Cf. Catherine Durandin, *Histoire de la nation roumaine*, Bruxelles, Complexe, 1994, p. 88.

34. Cf. sténogramme de la XVIII^e Assemblée nationale ordinaire, première session régulière, 2^e séance, 9 novembre 1919, p. 161. Voir aussi *Rabotnitcheski vestnik*, n° 110, 17 novembre 1919.

territoire soviétique, tandis que les 51 étudiants du secteur moldave sont destinés, dans la même logique, à la République autonome de Moldavie et aux « *régions moldaves de la Roumanie* », c'est-à-dire la Bessarabie. En revanche, le sort des 89 étudiants du secteur yougoslave n'est pas précisé. S'agissant du secteur grec, il est intéressant de préciser que l'origine des étudiants n'est pas balkanique mais pontique. Majoritaires, ces Grecs pontiques sont originaires de Tiflis, Alaverdi, Marioupol, Yalta, Sébastopol, Batoum, Rostov-sur-le-Don ou Soukhomi, et plus généralement d'Abkhazie²⁶. Ils présentent de grandes disparités linguistiques (tatare, gréco-tatare, turc, arménien, pontique) qui justifient, au moins pendant la première moitié des années 1930, la création d'un « hellénisme soviétique »²⁷. Au début des années 1930, ces étudiants grecs de la KUNMZ sont envoyés faire du « travail pratique », c'est-à-dire de l'*agit-prop*, en Abkhazie, dans la région de Gagra, en Ukraine et dans le nord-Caucase, dans le *grečrajon* et le soviét de Merdženskij²⁸.

Le bilan des secteurs balkaniques de la KUNMZ reste difficile à évaluer. Si l'université a formé quelques uns des cadres dirigeants des partis communistes des pays balkaniques de l'après-Seconde Guerre mondiale, il n'en reste pas moins que les conditions budgétaires et sanitaires ont été très précaires. La plupart de ces étudiants immigrés ne parvenaient pas à s'acclimater à Moscou, ils tombaient malades et certains mouraient. De plus, à leur retour au pays, que ce soit en Bulgarie, en Roumanie, en Grèce ou en Yougoslavie, l'expérience de l'activisme révolutionnaire les conduisait fréquemment à l'arrestation et à la prison²⁹.

Nihilisme national ou instrumentalisation des minorités ?

Inscrites dans le contexte des années 1920 et dans une zone géographique où les traités de paix ont tracé de nouvelles frontières et créé de nouveaux États, les analyses du Komintern concernant l'espace balkanique sont marquées par l'obsession persistante de la question nationale. Dans ce contexte, la définition géographique de l'Europe du sud-est a des conséquences idéologiques. Les Balkans appartiennent-ils à l'espace européen ou au domaine colonial ? Vladimir Fiserà note ainsi que « *cette instabilité dans la définition même de la catégorie dont relève l'Europe du sud et du sud-est est permanente dans l'Internationale*³⁰ ». À partir du VI^e congrès du Komintern (tenu en 1928), la question balkanique est cependant considérée comme l'un des aspects de la question coloniale³¹ ; cette nouvelle définition implique une évolution décisive des tactiques dictées aux partis communistes.

Une critique des frontières issues de la Conférence de la paix

Révisé par l'œuvre des traités de paix dans la Péninsule balkanique, le Komintern adopte une position conforme en tous points à la politique étrangère soviétique. Sauf pour l'Albanie et la Bulgarie, la légitimité des nouveaux États balkaniques est remise en question et l'Internationale souligne notamment la situation d'oppression faite aux nombreuses minorités nationales. En décembre 1922, un mémorandum de Čicerin et de Rakovskij exprime la solidarité de la Russie, de l'Ukraine et de la Géorgie avec les « *pays et provinces entièrement opprimés* » de Macédoine, du Monténégro, de Thrace, de Dobroudja, et avec les « *régions et villes* » d'Albanie, de Dalmatie et de Croatie³². Le Komintern condamnait ainsi la formation de la Grande Roumanie, à la fois bastion anticommuniste et création de la guerre impérialiste, tout comme celle de la Yougoslavie. Il faut toutefois remarquer que cette ligne originelle, dictée par exemple à ses débuts au parti communiste roumain, fut après la Seconde Guerre mondiale gommée en Roumanie par l'historiographie communiste³³. Dans cette perspective, on comprend que la ligne imposée par le Komintern aux partis communistes des Balkans ait été différemment perçue et appliquée selon que ceux-ci aient tenté d'agir dans les États vainqueurs ou au sein des États vaincus et révisionnistes.

Ainsi, en Bulgarie — pays spolié par le traité de Neuilly et traditionnellement russophile —, il a été plus facile aux communistes de défendre une ligne révisionniste, même si celle-ci ne fut pas sans provoquer des heurts et soulever quelques contradictions avec les partis communistes des pays voisins. Le discours de Dimitër Blagoev devant l'Assemblée nationale bulgare, le 9 novembre 1919, résume la position des « étroits » bulgares pour qui la paix de Paris est « *un acte de violence qui démembrer le peuple bulgare et soumet des fractions non négligeables de ce peuple à la servitude nationale [...]. Le parti communiste bulgare dénonce l'hypocrisie des impérialistes de l'Entente qui, après avoir précipité le monde entier dans la boucherie généralisée, mettent cyniquement en pratique aujourd'hui à Paris, la doctrine du brigandage international en dépouillant des peuples vivants par l'annexion de leurs terres, en tuant leur avenir et en les soumettant au joug épouvantable du capital international*³⁴ ». Ce discours, où vibrent des accents nationalistes au sujet de la Dobroudja, de la Macédoine et de la Thrace, reflète toute l'ambiguïté des « étroits » bulgares. Appliquant la tactique ultra-révolutionnaire prônée par Zinoviev jusqu'en 1923, ils adoptèrent en effet une attitude intransigeante et refusèrent toute alliance avec les partis « bourgeois » — c'est-à-dire avec Stamboulisky —

après le coup d'État militaire de Tsankov, le 9 juin 1923. Le coup de semonce lancé par Radek, déclarant le 23 juin que « *la défaite en Bulgarie est la plus grande défaite jamais subie par un parti communiste* », justifiera bientôt l'envoi sur place de Kolarov. L'insurrection, improvisée par Kolarov et Dimitrov et lancée les 22-23 septembre 1923, aboutira cependant à un fiasco et à une répression radicale menée par la police de Tsankov, qui procédera à l'arrestation de deux mille communistes dont celle de Dimitar Blagoev.

Une solution à la question nationale : la Fédération Balkanique

Dans un article publié en 1924 et consacré à la question nationale dans les Balkans³⁵, Kolarov livrait la ligne du Komintern sur cette question âprement discutée au cours de l'année précédente, d'abord durant la conférence balkanique réunie par l'exécutif du Komintern du 8 au 26 novembre 1923, puis ensuite lors de la conférence secrète des partis communistes balkaniques réunie à Prague en août 1924. Dans ce texte, Kolarov prévoyait différents types de solution aux litiges nationaux, et préconisait soit le retour à leur patrie des irrédentismes homogènes (Hongrois de Transylvanie, Bulgares de Dobroudja, Albanais de Serbie), soit la constitution d'États séparés, qu'il s'agisse du Monténégro ou de la Macédoine, l'ensemble de ces territoires étant appelés à s'intégrer, dans un avenir indéterminé, dans une Fédération balkanique. Par ailleurs, les Croates, les Slovènes et les Bessarabiens étaient curieusement — au moins dans le cas des deux premiers — appelés à se fédérer directement avec l'URSS. Pour reprendre Vladimir Fiserà, « *le fil rouge du raisonnement de Kolarov dans toutes ces propositions, [c'était] bien la constitution d'un front anti-yougoslave pour détruire l'ennemi principal dans les Balkans, à savoir l'État serbe, instrument de l'impérialisme français, fer de lance de la bourgeoisie internationale*³⁶ ». Quant à la Bessarabie, elle avait été l'objet d'un rappel à l'ordre adressé par Kolarov au parti communiste roumain lors de la seconde séance de la conférence balkanique le 8 novembre 1923 : « *En ce qui concerne la Bessarabie, je sais très bien que des influences du dehors ont troublé les relations entre le centre d'action du parti roumain et l'organisation communiste de Bessarabie. Ces influences extérieures n'existent plus, elles ont disparu. Mais qu'a fait le parti roumain pour remplir le vide créé dans ce pays ? En ce moment, le mouvement communiste en Bessarabie n'existe pour ainsi dire pas. C'est une faute de la centrale du parti. Je connais encore l'exemple de la Dobroudja, du Quadrilatère. Au Quadrilatère, du temps de l'administration bulgare, il existait des organisations dont le parti communiste roumain a hérité.*

*Ces organisations sont suffisamment actives, mais on ne sent pas le lien entre le parti, la Dobroudja et ces organisations-là. Les camarades du Quadrilatère disent même qu'il leur est plus facile de se faire entendre du comité central du parti bulgare et d'en recevoir des instructions, de la littérature etc., que du comité central du parti communiste roumain. Ce n'est pas un défaut d'organisation, c'est un défaut politique*³⁷. » Cette intervention montre bien que la question nationale, omniprésente, suscite d'inouables conflits entre les partis communistes balkaniques.

Quant à la situation des communistes grecs, sommés de « travailler » la question des minorités nationales, elle paraît des plus complexes. Membre de la commission grecque lors de la conférence balkanique, « Rodinos » tente une synthèse du problème car « *l'Internationale nous a donné le mot d'ordre de favoriser chaque minorité, de se montrer nationalistes, de presser le gouvernement pour qu'il reconnaisse à toutes les minorités le droit de disposer d'elles-mêmes*³⁸ ». Constatant que la population de la nouvelle Grèce n'est pas grecque dans sa majorité et comporte des minorités nationales « *turque, bulgare, roumaine, albanaise, arménienne et juive* », il s'interroge sur la possibilité d'insérer l'action de son parti dans un tel contexte. « *Par exemple, les Juifs ne font aucune action en tant que minorité nationale ; en dehors d'une petite agitation platonique des sionistes à Salonique où il y des Juifs petits-bourgeois et riches qui veulent entraîner les Israélites de Salonique à revenir en Palestine, ils ne mènent pas une action nationaliste juive pour conquérir plus de liberté en Grèce*³⁹. » Finalement, la question nationale se concentre donc essentiellement sur les territoires de la Macédoine et de la Thrace, et sur le statut de la minorité turque, particulièrement aigu en 1923, au moment où le traité de Lausanne organise l'échange des populations entre la Grèce et la Turquie kémaliste. Celui-ci « *n'est pas une solution pouvant réellement satisfaire les masses paysannes et ouvrières* » et doit par conséquent être combattu par le parti communiste de Grèce, constate « Rodinos »⁴⁰, qui n'en définit pas pour autant une ligne claire à l'égard des Turcs : « *Ils sont forcés d'émigrer, on les chasse de Grèce parce que les kémalistes ont expulsé en masse les colonistes [sic] grecs qui se trouvaient en Asie mineure et au Caucase. Ces réfugiés grecs persécutent les Turcs se trouvant en Grèce, les chassent de leurs maisons et de leurs champs et les obligent à émigrer*⁴¹. » Dès lors, il peut sembler paradoxal qu'au cours des deux décennies suivantes le parti communiste grec se soit développé en recrutant une grande partie de ses membres parmi les réfugiés et les anciens combattants de l'Anatolie⁴².

Impérialismes et espace adriatique

Les expertises et les rapports conservés dans les archives du Komintern indiquent que les kominterniens avaient une perception exacte des rêves d'hégémonie caressés par Mussolini en Méditerranée. La volonté de transformer la mer Adriatique en un « lac italien », déjà présente en 1915 lors de la signature des accords de Londres, s'est traduite au cours des années 1920 par une politique très active en direction des Balkans et de l'Europe centrale, marquée par l'établissement de liens d'amitié avec la Bulgarie de la « terreur blanche », le développement du commerce avec la Hongrie et un rapprochement avec la Roumanie. Ainsi, selon l'auteur anonyme d'un rapport consacré à *l'Impérialisme italien et la poudre balkanique*, le traité d'amitié signé avec la Roumanie et « les commandes d'armement passées par la Roumanie en Italie ainsi que les promenades du chef de l'état-major italien en Roumanie portent un grave coup à l'existence de la Petite Entente, ferment une des fenêtres à la Yougoslavie et resserrent le cercle ennemi que la diplomatie italienne presse autour d'elle⁴³ ». Le traité de Tirana signé le 23 novembre 1926 achève quant à lui la mainmise italienne sur l'Albanie décrite en ces termes par l'analyste du Komintern : « Au cours de cette année-ci, le gouvernement albanais a donné à des concessionnaires italiens la création et l'exploitation des lignes aériennes et des ports, et pendant que la Yougoslavie signait le traité de commerce avec l'Albanie, l'Italie faisait à cette dernière un cadeau de trois vieux bateaux de guerre, faisant éblouir [sic] Ahmed Zogu de ses largesses. Mais, « Timeo Danaos et dona ferentes » ! L'ancien protégé de la Yougoslavie, Ahmed Zogu s'enlisait de plus en plus dans l'ornière de l'impérialisme italien : il laissait aux concessionnaires italiens la prospection des pétroles (à côté de Shell) et aux banquiers de Milan la création de la Banque nationale albanaise [...]. Ainsi, par le traité du 23 novembre 1926, le cercle se referme et le protectorat de l'Italie sur l'Albanie est un fait accompli. Toutes les protestations du gouvernement yougoslave resteront vaines [...]. Dans le désarroi, le gouvernement serbe a poussé quelques tribus albanaïses vers une révolte contre le gouvernement d'Ahmed Zogu, mais cet acte désespéré n'a pas eu de succès. Par contre, sur le territoire serbe au Monténégro, le mécontentement de la population monténégrine est habilement exploité par l'impérialisme Italie⁴⁴. »

L'expansion de l'impérialisme italien dans l'Adriatique impose l'établissement d'une liaison entre les partis communistes des Balkans, ainsi que le préconise Palmiro Togliatti lors de la conférence balkanique

de mai 1927⁴⁵. Constatant que l'influence italienne tend à se substituer dans les Balkans à celle de la France, Togliatti ne croit pas pour autant à des visées de conquête territoriale dans cette région. « Les visées de conquête territoriales de l'Italie ne sont pas dans les Balkans mais dans les provinces méditerranéennes et en Turquie », affirme-t-il, soulevant immédiatement l'objection de Kolarov, pour qui le protectorat établi sur l'Albanie constitue la preuve même des buts de conquête italiens dans la région, y compris en Dalmatie. Et de souligner, non sans clairvoyance : « Il faut avoir en vue qu'en Albanie, il n'y a que 800 000 Albanais, alors qu'en territoire yougoslave près de la frontière albanaise, vivent encore 600 000 Albanais. Croyez-vous que dans un moment propice, l'impérialisme italien ne soulèvera pas la question de "l'unification" du peuple albanais naturellement sous le joug de l'impérialisme italien ?⁴⁶ » Préconisant une action spécifique du parti communiste auprès des minorités croate et slovène de la frontière italo-yougoslave, Togliatti constate le déclin de l'influence communiste auprès de la minorité croate — sans doute une conséquence du soutien apporté par Mussolini à la cause des oustachis —, sauf dans les rangs des mineurs. Soulignant la nécessité d'une liaison avec les organisations croates et slovènes du parti yougoslave, Togliatti suggère la constitution « d'un secrétariat commun pour la propagande et l'agitation dans les provinces slovènes d'un côté et de l'autre de la frontière⁴⁷ ». Mais comment concurrencer efficacement la propagande du parti national slovène, plus ou moins rallié au fascisme ? Le séparatisme, stade suprême de l'instrumentalisation des minorités, est ici une fois de plus invoqué : « Les nationalistes bourgeois slovènes lancent maintenant le mot d'ordre d'un Conseil national slovène qui devrait se réunir avec les représentants

35. Cf. Vladimir Claude Fišera, *op. cit.*, p. 210.

36. *Ibid.*, p. 211.

37. CRCEDHC, fonds 509, inventaire 1, dossier 18, ff. 50-51. Procès-verbal de la conférence balkanique auprès de l'exécutif du Komintern, 2^e séance, 8 novembre 1923.

38. CRCEDHC, fonds 509, inventaire 1, dossier 18, f. 141. Procès-verbal de la conférence balkanique auprès de l'exécutif du Komintern, 4^e séance, 9 novembre 1923.

39. *Ibid.*, f. 139. La connaissance du milieu juif de Salonique dont fait souvent preuve « Rodinos » laisse penser qu'il est lui-même originaire de ce milieu, les intellectuels vénizelistes et juifs de Salonique ayant joué un rôle déterminant dans les origines du parti communiste grec.

40. CRCEDHC, fonds 509, inventaire 1, dossier 22, ff. 65-66.

41. *Ibid.*, f. 65.

42. Cf. Georges Prevelakis, *Géopolitique de la Grèce*, Bruxelles, Complexe, 1997, p. 55.

43. CRCEDHC, fonds 509, inventaire 1, dossier 15, ff. 77-82.

44. *Ibid.*

45. CRCEDHC, fonds 495, inventaire 69, dossier 7, f. 58.

46. *Ibid.*, f. 104.

47. *Ibid.*, f. 63.

des différents partis nationalistes slovènes. Quelle attitude devons-nous prendre devant ce mot d'ordre ? [...] Nous pensons que le mot d'ordre fondamental que nous devons donner en Italie, c'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le droit de séparation des populations slovènes de l'Italie. C'est le mot d'ordre qui désagrège directement, qui compromet la solidité de l'État italien et peut jouer un grand rôle dans la mobilisation des populations slovènes contre l'État italien⁴⁸. » Ce slogan en faveur du séparatisme des provinces slovènes devrait également être adopté selon Togliatti par le parti communiste yougoslave. Il est cependant symptomatique que ce dernier, tout comme le parti communiste grec, ait manifesté jusqu'en 1928 une vive résistance à ce mot d'ordre, tout en acceptant le principe de l'autodétermination et la solution de l'autonomie⁴⁹. Les réflexes nationaux qui séparent les communistes des Balkans, selon qu'ils sont originaires des États vainqueurs ou des États vaincus de la Première Guerre mondiale, sont clairement perceptibles.

L'application de la tactique séparatiste pendant les années 1920

En 1924, le V^e congrès du Komintern conduisait à une analyse radicale de la question nationale dans les Balkans, en appelant à l'autodétermination des territoires de la Macédoine, de la Thrace, de la Croatie, de la Slovénie, de la Transylvanie, de la Dobroudja, de la Bessarabie et de Bukovine. Cependant, il demeurerait en pratique difficile pour un communiste roumain, grec ou yougoslave de préconiser pour son pays le retour aux frontières d'avant-guerre. Dès lors, comment l'application de la tactique séparatiste s'est-elle traduite

dans des territoires — tels que la Macédoine, la Dobroudja ou la Thrace — contestés et convoités par des nationalismes rivaux ? Le soutien apporté pendant un certain temps par le Komintern à certaines organisations révolutionnaires agissant dans ces territoires témoigne, entre autres, de ces difficultés.

L'Orim (unifiée) en Macédoine : la « balkanisation » des partis communistes?

Fait surprenant pour une instance qui ne cesse de méditer sur les manières de transcender le problème national, les archives du Komintern contiennent un nombre impressionnant de dossiers consacrés à la question macédonienne, un élément central dans les Balkans⁵⁰. Fondée en septembre 1925 sur les ruines de l'Orim historique, l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (unifiée) répond à l'objectif de création d'une Macédoine rouge indépendante dans le cadre futur de la Fédération balkanique. Dépendante de la Fédération communiste balkanique basée à Vienne⁵¹ — ce qui semble être confirmé par ses résolutions et ses statuts rédigés en allemand⁵² —, l'Orim (unifiée), qui devait coordonner son action avec celle des partis communistes des Balkans, refuse toute incorporation de la Macédoine dans un État voisin. Revendiquant l'unité des trois parties de la nation macédonienne — Macédoine égéenne, du Vardar et du Pirin —, l'Orim (unifiée) est l'organisation désignée aux partis communistes yougoslave, grec et bulgare pour l'application d'une tactique frontiste, longuement méditée depuis la conférence balkanique de novembre 1923 au cours de laquelle Kolarov et Milan Gorkic avaient tenté d'élaborer une ligne d'action cohérente. En pratique, dans la partie serbe de la Macédoine, l'Orim (unifiée) était contrôlée par des militants du parti communiste yougoslave, mais ailleurs elle devait également déterminer ses relations avec les autres organisations révolutionnaires macédoniennes dont certaines « ne sont pas complètement libérées des anciennes tendances nationalistes bulgares. Certains de leurs chefs sont restés en liaison avec les nationalistes bulgares et sous prétexte de défendre l'autonomie macédonienne, ils voudraient continuer l'ancienne politique nationaliste bulgare⁵³ ». Déjà, durant l'été 1923, le voyage d'un émissaire du parti communiste yougoslave, Castlerovitch, mandaté en Macédoine grecque à Yiannitsa, avait permis d'exposer le point de vue du parti communiste yougoslave sur l'autonomie de la Macédoine, mais aussi de prendre connaissance de la situation réelle des communistes de Macédoine persécutés par « les compagnies d'action de Théodore Alexandrov »⁵⁴. Ainsi, dans la complexité et l'habituelle confusion des luttes macédoniennes, l'Orim (unifiée)

48. *Ibid.*, f. 65.

49. Cf. Vladimir Claude Fišera, *op. cit.*, p. 219.

50. CRCEDHC, fonds 509, inventaire 1, dossier 70, ff. 49-98 (Nationale Revolutionaere Bewegung Mazedoniens in der Vergangenheit und Gegenwart, 1925), ff. 111-121 (Makedonskij vopros).

51. Cf. Vladimir Claude Fišera, *op. cit.*, p. 218.

52. CRCEDHC, fonds 509, inventaire 1, dossier 90, f. 49, 18 octobre 1926.

53. CRCEDHC, fonds 509, inventaire 1, dossier 22, f. 73.

54. CRCEDHC, fonds 509, inventaire 1, dossier 22, f. 84.

55. CRCEDHC, fonds 509, inventaire 1, dossier 70, f. 118.

56. CRCEDHC, fonds 509, inventaire 1, dossier 160, ff. 7-13.

57. CRCEDHC, fonds 509, inventaire 1, dossier 164, ff. 34-35. Rapport de l'Orim (unifiée), 9 juin 1933.

58. CRCEDHC, fonds 509, inventaire 1, dossier 169, ff. 24-27. Réunion du secrétariat politique du 11 janvier 1934, protocole n° 207, résolution sur la question macédonienne et l'Orim (unifiée).

59. CRCEDHC, fonds 509, inventaire 1, dossier 170, ff. 8-14. Les questions d'organisation de l'Orim (unifiée), 27 février 1934.

60. CRCEDHC, fonds 509, inventaire 1, dossier 74, f. 75.

61. CRCEDHC, fonds 509, inventaire 1, dossier 90, f. 50.

devait tenter de s'imposer face aux « protoguerovistes » de Sofia, « *agents du nationalisme conquérant de la bourgeoisie bulgare*⁵⁵ ».

Quelle fut l'action menée sur le terrain en Macédoine ? En territoire grec, la politique de colonisation et d'hellénisation de la Macédoine bouleversa totalement la composition ethnique de la population par l'installation, dans les plaines, des réfugiés d'Asie Mineure et du Pont qui avaient soutenu massivement Vénizelos. Auteur d'un rapport adressé au Komintern en 1932, « Karassou » déplore l'influence du vénizélisme et celle des « *forces fascistes* » en Macédoine, telles que l'organisation Pavlos Melas, « *composée exclusivement d'anciens comitadjis dont la plupart sont de anciens agents de l'impérialisme bulgare en Macédoine* », les associations et les unions anticommunistes d'étudiants, d'officiers, de mutilés de guerre et enfin l'*Ethniki Enosis Ellas* du général Gonatas, par ailleurs gouverneur général de la Macédoine et de la Thrace⁵⁶. Cette configuration contribua à réduire l'influence communiste en Macédoine à la minorité juive de Salonique, à la région de Kilkitch où avaient été installés des réfugiés grecs du Caucase et aux « *ceintures rouges* » de Macédoine centrale — « *où même des patrouilles de dix gendarmes hésitent à s'aventurer* » —, et enfin aux bulgarophones de Macédoine orientale. Ainsi, au début des années 1930, l'Orim (unifiée) ne disposait d'aucune organisation en Macédoine grecque, alors qu'elle existait en Macédoine yougoslave depuis 1925, et en Macédoine bulgare depuis 1927. Un rapport de D. Danilov, représentant du bureau étranger de l'Orim (unifiée) adressé au Komintern en juin 1933 déplore que « *malgré les conditions favorables pour notre travail dans les trois parties de la Macédoine, l'action politique et organisatrice de notre organisation [sic] a rencontré de très grands obstacles. La cause en est que depuis plus de trois mois, nos liaisons avec le CR balkanique sont presque coupées et que nous sommes restés sans aucun moyen financier*⁵⁷ ». Contrainte de suspendre la parution de son organe illégal — *Makedonskoe Delo* — et de ses publications légales paraissant à Sofia — *Makedonsko Znamie* et *Studentska Tribuna* —, l'organisation de l'Orim (unifiée) semble exsangue. Privée depuis les élections allemandes de tout contact avec Vienne, décimée par les assassinats perpétrés dans ses rangs par ses adversaires bulgares, elle réclame à Moscou, alors que le Komintern est à la veille d'un changement décisif de tactique, le rétablissement de ses subsides. En janvier 1934, une résolution comminatoire du secrétariat balkanique du Komintern persiste à fixer parmi ses objectifs prioritaires la création d'une République unifiée et indépendante des travailleurs macédoniens, tout en constatant l'insuffisance du travail accompli dans les trois parties de la Macédoine⁵⁸. Les directives édictées alors par les experts du Komintern concernent d'abord l'action de l'Orim (unifiée) en territoire bulgare : la pénétration du district bulgare de Petrič, proche de la frontière, est

donnée comme prioritaire, tout comme le recrutement de nouveaux membres dans les fabriques de tabac ou dans les associations d'émigrés — *bratsva* — macédoniens⁵⁹. En Yougoslavie, l'Orim (unifiée) est sommée d'utiliser « *les unions coopératives et autres organisations de masse, y compris celles à caractère ouvertement Grand-Serbe, le Sokol, les sociétés chorales, les organisations sportives et autres dont font partie les masses travailleuses macédoniennes* ». En Macédoine grecque enfin, l'organisation est chargée de consolider sa position parmi les Macédoniens mais aussi parmi « *les autres nationalités asservies, Juifs, Koutsovalaques, Turcs* ». Malgré la précision et la mégalomanie de ces directives ambitieuses, la suppression des instances balkaniques du Komintern en 1934-1935 et l'adoption de la tactique des fronts à partir de 1935 rendirent caduque le soutien au séparatisme en Macédoine. Restituée en grande partie à la Bulgarie dans le cadre de l'Europe allemande, la région allait être l'objet de diverses recompositions politiques à partir de 1941.

Pour une Dobroudja libre...

Les nombreux dossiers consacrés à la question de la Dobroudja dans les archives du Komintern témoignent du soutien apporté par les kominterniens au séparatisme de cette région âprement disputée qui fut attribuée à la Roumanie à la fin de la Première Guerre mondiale. Ainsi, en 1924, l'Organisation révolutionnaire de Dobroudja (DRO, *Dobrudžanskata Revoljutsiona Organizatsija*) se proposait d'agir d'une part en Dobroudja contre la « *politique de dénationalisation et de colonisation* » menée par les autorités roumaines, et d'autre part en territoire bulgare en menant des objectifs distincts de ceux manifestés par la « *politique chauviniste de Sofia* », avec pour objectif la création d'une « République dobroudjienne », partie intégrante de la future Fédération balkanique⁶⁰. Dotée d'une population mêlée de Bulgares, Turcs, Tatares, Russes, Juifs, Arméniens et Roumains, la région pouvait en effet paraître prédisposée à la réalisation des idéaux internationalistes. En 1926, une résolution invite les partis communistes roumain et bulgare à appliquer la tactique du « front unique » avec la DRO⁶¹. Active dans les milieux émigrés en Bulgarie, dans l'Union *Dobroudja* et au sein des organisations destinées à la jeunesse, la DRO disposait d'un organe publié en Bulgarie, *Svobodna Dobroudja*. Membre du comité central de la DRO, P. Vitchev semble avoir rendu compte régulièrement des activités de l'organisation à Moscou d'où proviennent quelques maigres subsides, du moins jusqu'en 1927. Sur le terrain, la DRO dut également affronter la concurrence d'une organisation nationaliste, la VDRO, agissant sous l'impulsion de Sofia.

... et un État thracien occidental

Bien que les archives du Komintern soient moins explicites à ce sujet, une expérience similaire semble avoir été tentée en Thrace occidentale. Au milieu des années 1920, les représentants d'une organisation révolutionnaire de Thrace occidentale, Kémal et Arif Fouad Isketcheli, adressèrent une longue requête à Moscou⁶². Ils invoquaient l'existence d'un éphémère État thracien occidental — entre la guerre balkanique de 1913 et la Première Guerre mondiale —, sacrifié « *au nom d'intérêts communs des gouvernements turc et bulgare. Les gouvernements ayant réalisé une entente entre eux, malgré les protestations véhémentes de la majorité turque de la population de la Thrace occidentale, mirent fin à l'existence indépendante de l'État thracien occidental qui ne datait que de neuf mois* ». Entériné en 1919 par les traités de Sèvres et de Neuilly, le partage de la Thrace occidentale entre la Bulgarie et la Grèce atteste certainement que « *l'impérialisme mondial et balkanique applique un plan monstrueux pour anéantir la liberté et l'indépendance de la Thrace occidentale [...], alors que la nature même de l'activité productrice, les ressources naturelles, les besoins réciproques de sa population et la situation géographique et ethnographique de la Thrace occidentale commandent impérieusement la conservation de son intégrité* ». Réclamant en termes hyperboliques l'aide du Komintern au nom de la « *liberté qui rayonne sur les peuples vivant dans l'Union des Républiques soviétistes fédératives* » [sic], cette supplique ne fut probablement pas suivie d'effets. Elle reste néanmoins significative des conflits territoriaux dans les Balkans, et des aspirations qui y furent soulevées par le Komintern.

Le personnel et les choix stratégiques du Komintern dans la Péninsule balkanique semblent traduire la position dominante des communistes bulgares, dont témoignent les débuts de la carrière de Georgi Dimitrov, secrétaire général du Komintern à partir de 1935. Si elles peuvent être jugées suicidaires, les tactiques séparatistes préconisées — et, dans certains cas, appliquées — par le Komintern dans les Balkans traduisent surtout la nouveauté des frontières et l'inadéquation persistante entre États, territoires et nations. La tactique d'instrumentalisation des minorités tentée par le Komintern pendant les années 1920 semble confirmer cette exclamation d'un héros de l'écrivain hongrois Lajos Zilahy : « *Minorités ! Plaies du genre humain. Minorités ! Plantées dans le corps des nations comme la lame d'un couteau. Il n'y a pas d'exutoire pour les minorités, elles nous empoisonnent le sang...* »⁶³ Quant au projet de Fédération balkanique, il sembla se concrétiser en novembre 1947 avec l'alliance bulgaro-yougoslave — premier maillon du projet fédéral de Tito, mais jugée si prématurée par Staline qu'elle fut sans doute l'une des causes essentielles du schisme soviéto-yougoslave en 1948⁶⁴. □

62. CRCEDHC, fonds 509, inventaire 1, dossier 91, ff. 17-21.

63. Lajos Zilahy, *Le siècle écarlate*, Paris, Mercure de France, 2000, p. 306.

64. Cf. Leonid Gibiansky, « *Ideja balkanskogo ob'edinenija i eë osuščestvlenija v 40-e gody XX veka* » [L'idée d'unification balkanique et sa réalisation dans les années 1940], in *Voprosy Istorii*, n° 11-12, novembre-décembre 2001, pp. 38-56.